



نوري يستقبل نظيره الإيراني

يستقبل وزير الموارد المائية والبيئة عبد الوهاب نوري، اليوم، وزير الطاقة والكهرباء والماء للجمهورية الإسلامية الإيرانية حميد تشيت تشيان، وذلك بضدق الأوراسي ابتداء من الساعة 15:00 مساءً.

Thank you for trying

مع بداية سنة 2016

تموين 30 بلدية من ولاية غليزان بمياه البحر المحلاة



السنة المقبلة خدمة للصحة العامة والبيئة والإنتاج الفلاحي باعتبار أنها ستساهم في سقي 1.500 هكتار من الأراضي الفلاحية». كما زار الوزير محطة معالجة المياه الصالحة للشرب بنفس المدينة والتي رفعت طاقة المعالجة من 200 لتر إلى 400 لتر في الثانية وتتمون انطلاقا من سد سيدي أمحمد بن عودة. ولدى إشرافه على غرس مجموعة من الأشجار بحفرة ممتلئة بمركز الردم التقني ببلدية وادي الجمعة أكد وزير الموارد المائية والبيئة على «مساهمة البلديات في زيادة تجهيز المركز بالاليات للسماح له بمعالجة حجم أكبر من النفايات وزيادة عدد البلديات التي يخدمها ورفع نسبة الاسترجاع للنفايات خدمة للبيئة».

وعاين عبد الوهاب نوري مشروع المفرغة العمومية المراقبة ببلدية عين الرحمة التي سيتم استلامها نهاية ديسمبر الجاري وتغطي خمس بلديات بمعالجة 16 ألف طن سنويا من النفايات. كما زار محطة تطهير المياه المستعملة ببلدية مازونة وسد «قرقار» ببلدية وادي ارهيو.

نتظر الشروع مع بداية سنة 2016 في تموين سكان 30 بلدية من ولاية غليزان بمياه البحر المحلاة انطلاقا من محطة التحلية للمقطع (وهران) حسب الشروحات المقدمة وزير الموارد المائية والبيئة عبد الوهاب نوري خلال زيارة تفقدية الى الولاية. وأكد مدير الموارد المائية لولاية غليزان مشروع تموين 30 بلدية من ذات الولاية بمياه البحر محلاة انطلاقا من محطة التحلية بالمقطع يسير «بوتيرة تسارعة وتجاوز نسبة 75 بالمائة».

أشار ذات المسؤول الى أن المشروع سيكتمل بداية يناير لقبل على أبعد تقدير مباشرة بعد الانتهاء من تركيب تقنات على مسافة 2 كلم بولاية مستغانم على أرضية فض أصحابها السماح للمؤسسات المكلفة بالانجاز بالعمل فيها إضافة الى الانتهاء من إيصال شبكة كهرباء إلى محطة الضخ ببلدية سيدي سعادة. ويشمل مشروع تموين ولاية غليزان بالماء الصالح للشرب انطلاقا من محطة المقطع خزائين بسعة 10 آلاف متر مكعب لكل واحد أحدهما يقع بتراب ولاية مستغانم ومحطة للضخ قنات نقل المياه بطول 110 كلم وتجهيزات أخرى متسمح بتوفير 150 ألف متر مكعب من مياه الشرب وميا للبلديات الـ 30 المعنية.

الح وزير الموارد المائية والبيئة خلال وقوفه على لشروع بسيدي سعادة على «ضرورة إزالة كل العراقيل من أمام المشروع الذي توليه الحكومة أهمية قصوى تحسين تموين السكان بالماء الصالح للشرب وضرورة التنسيق والتعاون بين ولايتي غليزان و مستغانم لتجاوز مشكلة اعتراض بعض المواطنين على مرور قنات المياه ببر أراضيهم». كما دعا إلى «الإسراع في تسليم المشروع الذي سيسمح بإعادة توجيه المياه الجوفية والسطحية المخصصة للشرب حاليا نحو السقي الفلاحي باعتباره من أولويات الحكومة حاليا لرفع المساحات الفلاحية لسقية إلى 2 مليون هكتار وضمان الأمن الغذائي الوطني». ودعا السيد نوري لدى تفقده مشروع محطة تطهير المياه المستعملة بمدينة غليزان إلى «الاستغلال لأمثل لهذه المحطة التي ستستلم خلال الثلاثي الأول من

UNE ÉTUDE RÉVÈLE L'EXISTENCE DE 50 ZONES À HAUT RISQUE D'INONDATIONS EN ALGÉRIE **Vers l'élaboration d'une stratégie nationale pour parer au phénomène**

«L'Algérie ne figure pas parmi les pays où les inondations font des milliers de morts, mais elle reste sujette à des inondations récurrentes. En effet, «près de 1.600 personnes sont mortes suite aux différentes inondations survenues en Algérie depuis 1921. C'est ce que révèlent les résultats d'une étude sur la stratégie nationale de lutte contre les inondations à l'horizon 2030, présentée dimanche dernier à Alger. Cette étude, réalisée par un consortium de bureaux d'études espagnols et hollandais, sous la direction de la société espagnole Ofiteco, en partenariat avec le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, fait état de l'existence, en Algérie, de 689 sites à risques d'inondations dont 50 à haut risque parmi lesquels 24 impliquent une intervention prioritaire. Pour le directeur de l'assainissement au ministère des Ressources en eau, M. AHCÈNE AÏT AMARA, l'étude indique que des zones dans les régions nord, est et sud du pays sont les plus exposées aux risques d'inondations, ajoutant que le sud du pays se distingue par l'apparition de crues très rapidement causant de sérieux dégâts. L'étude, qui a nécessité deux années de travail pour un financement de 1,2 million d'euros, entre dans le cadre du



Programme d'appui au secteur de l'eau et d'assainissement (EAU II), lancé en 2011 dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne avec un financement global de 40 millions d'euros dont 10 millions d'euros fournis par l'Algérie et 30 millions d'euros par la partie européenne. Pour sa part, l'expert auprès du consortium des bureaux d'études, Victor Perez, a mis l'accent sur la nécessité de coordonner les efforts entre les différentes institutions du pays, signalant que la gestion des inondations ne relevait pas uniquement de la seule autorité du ministère des Ressources en eau. Il a également re-

levé l'importance des actions «non structurelles» impliquant, notamment, l'adoption de systèmes de prévision des inondations sur la base de données précises sur la récurrence de ce phénomène, la mise en place de plans d'actions visant à former la population aux réflexes à adopter en cas d'inondation ainsi que la prise en charge psychologique des victimes. Les actions structurelles, quant à elles, concernent essentiellement les travaux au niveau des barrages, des canalisations d'eau et des sites naturellement exposés afin de réduire les risques d'inondations. M. Goumiri, également expert au

sein du consortium, s'est focalisé sur la nécessité de délimiter le domaine hydraulique des wilayas et de cesser la délivrance de permis de construire au niveau des zones inondables. L'adoption d'une réglementation spécifique aux zones inondables, la coordination entre les différentes institutions, la mise en place d'une structure de suivi des inondations sont les principales recommandations prônées par l'étude, qui préconise aussi l'usage de moyens techniques pour prévenir les inondations. Il s'agit principalement des équipements de mesure de pluviométrie à même de donner l'alerte dans le cas où un certain seuil serait dépassé. Les participants à cette rencontre ont particulièrement insisté sur l'importance de communiquer aux walis les résultats de cette étude, considérant que ces derniers sont les premiers concernés par les situations d'inondations, comme ils ont suggéré que le ministère de l'Intérieur doive chapeauter la structure de suivi des inondations. L'étude, qui a nécessité l'implication de plusieurs ministères et institutions, devra être prochainement validée pour donner lieu officiellement à la Stratégie nationale de lutte contre les inondations à l'horizon 2030.

Salima Ettouahria

EL-BAYADH

Protection de Chellala-Gueblia des inondations

La réception du projet de protection du village de Chellala Gueblia (160 km au sud d'El-Bayadh) contre les risques d'inondations est prévue avant la fin 2015, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale du secteur des ressources en eau. Ce projet, dont les travaux ont enregistré un avancement physique de 80%, permettra de protéger le tissu urbain de ce village de quelque 3.500 habitants contre les risques d'inondations, par la déviation du cours de l'oued, dont le débit des eaux atteint les 160 mètres/seconde lors de crues, a précisé le directeur du secteur Abderrahmane Arabi.

Dotés d'un financement de 101,10 millions DA au titre du programme sectoriel de développement (PSD), les travaux de réalisation de l'opération en question ont été lancés en octobre 2014, selon le même responsable.

APS

BÉCHAR : LANCEMENT DE L'ÉTUDE HYDROGÉOLOGIQUE ET D'EXPLORATION GÉOPHYSIQUE DE LA WILAYA

Quantifier pour mieux gérer l'eau

La première phase d'une étude d'exploration géophysique et hydrogéologique de la wilaya de Béchar vient d'être lancée, a-t-on appris, hier, de la direction locale du secteur des Ressources en eau .

Cette première phase de l'étude, confiée à un bureau d'études public, concerne l'exploration géophysique de la partie sud du territoire de la wilaya et sera suivie d'une seconde phase, portant sur le volet hydrogéologique dans cette même partie du territoire de la wilaya où existent des indices de grandes potentialités hydriques, tant souterraines que de surface, a-t-on précisé.

Cette opération, qui a nécessité un investissement sectoriel de 200 millions DA, vise, en plus de la dotation de la wilaya d'un outil

«très important» en matière de connaissance des réelles ressources hydriques, la sécurisation des besoins en eau potable des habitants des 21 communes que compte la wilaya, a-t-on expliqué. Cet outil, qui faisait cruellement défaut, permettra, une fois finalisé, dans un délai de 24 mois, une meilleure gestion et distribution des ressources hydriques de la wilaya, a-t-on souligné.

Parallèlement à cette opération, plusieurs études pour la réalisation de nouveaux barrages ont été lancées ou sont en voie de l'être, comme c'est le cas du barrage de Oued-Lakhneg, dans la commune d'Igli (160 km au sud de Béchar).

Ce barrage, destiné à la retenue des eaux de Oued Saoura, aura une capacité de

stockage de 40 à 60 millions de mètres cubes, a-t-on fait savoir à la direction du secteur.

Une autre étude pour l'édification d'un barrage dans la commune de Béchar, à savoir celui de Oued-Labiad, d'une capacité de stockage de 2 millions de mètres cubes des eaux, est aussi en réalisation actuellement, tandis qu'un barrage similaire dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Béchar) est en voie de lancement de son étude, selon la même source.

La réalisation de ce programme permettra la diversification et le renforcement de l'offre en eau potable destinée à la population et aux besoins de l'irrigation agricole, ainsi qu'à l'industrie, a-t-on signalé.

AGRICULTURE

Extension de la surface des terres irriguées par pivot

La surface des terres agricoles irriguées par pivot dans la wilaya de M'sila a cru cette année à 7 000 hectares contre 6 000 hectares en 2014, a indiqué avant-hier, la direction des services agricoles (DSA). Cette extension est le résultat d'efforts de la DSA dans la sensibilisation à l'importance du remplacement du système d'irrigation traditionnel par seguia par des techniques d'irrigation nouvelles économes en eau, selon la même source.

Le recours à la technique du pivot qui bénéficie de plus en plus de l'adhésion des producteurs, est d'autant plus nécessaire que le niveau d'eau des nappes souterraines a baissé ces dernières années de près de 80 mètres, ajoute la DSA qui relève que la technique du pivot adop-

tée par les cultivateurs de maraichères sera élargie aux producteurs de semences et fourrages. Selon le wali de M'sila, Bousmaha Mohamed, l'administration locale a soumis la délivrance des autorisations de fonçage de puits dont le nombre de demandes a sensiblement augmenté à l'avis de l'Agence nationale des ressources en eau et non plus à celui de la direction de wilaya des Ressources en eau.

Cinq cas de fonçage illicite de puits ont été enregistrés depuis le mois de novembre à ce jour, alors qu'aucun cas n'a été relevé en 2014, selon le groupement de wilaya de la gendarmerie. Chose qui confirme les difficultés rencontrées par les agriculteurs avec la persistance de la sécheresse.

NAÂMA

Nouveaux projets d'extension du réseau d'eau potable

De nouveaux projets d'extension du réseau d'eau potable (AEP) et d'ouvrage de stockage de l'eau seront réceptionnés prochainement à travers la wilaya de Naâma, a-t-on appris de la direction locale des Ressources en eau (DRE).

Une extension du réseau d'AEP est attendue au premier semestre de 2016 sur un linéaire de 13,4 km pour couvrir les nouveaux quartiers.

Il est projeté aussi la mise en exploitation de nouveaux ouvrages de stockage de l'eau potable dans différentes régions de la wilaya, pour augmenter la capacité de stockage de 92.000 m³ actuellement à 100.000 m³, selon les mêmes services.

Livable avant la fin du premier semestre 2016, cette opération permettra également d'élever le taux de raccordement au réseau d'AEP à 99 %.

R.R.